



**Juntos
PODEMOS**

MÁS



Tomás

HIRSCH

presidente

SOPLAN NUEVOS VIENTOS

SOMMAIRE

BIOGRAPHIE EXPRESS.....	3
Réponses de Tomas Hirsch, au forum de Paz Ciudadana, à propos de la délinquance	4
Intervention de Thomas Hirsch au forum de Sao Paulo	7
PROPOSITIONS SUITE AUX VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME.....	9
DIAGNOSTIC	9
REPARATION.....	9
PROPOSITIONS.....	10
Extraits du débat télévisé entre les candidats à l'élection présidentielle du Chili.....	12
Inégalité et exclusion	12
Immigration et emploi	12
Mariages homosexuels et avortement.....	13
Traité de libre commerce	13
Le meilleur et le pire	14
Promesses	15
Message final	15
Fondation de JUNTO PODEMOS MAS	16
Idées Fondatrices.....	17
Entretien avec Tomás Hirsh	19
"Juntos Podemos", un projet alternatif pour le Chili ?.....	19
Article Politis 7 décembre 2005	21



BIOGRAPHIE EXPRESS



Tomás Hirsch, ingénieur, 48 ans, marié, deux enfants.

Il a consacré sa vie à la diffusion, l'organisation et l'étude de l'Humanisme Universaliste.

Sa vision politique acérée le pousse à participer à la formation du Parti Humaniste, premier parti légalisé au Chili comme instrument de lutte non-violente contre la dictature de Pinochet. Il fut aussi l'un de ses présidents entre 1994 et 1999.

Militant actif pour la démocratie, il fut dirigeant national du « Mouvement pour des élections libres » durant l'époque du régime militaire et co-fondateur de la concertation des partis pour la démocratie, duquel il se retira en janvier 1993, quand la concertation abandonna le projet d'égalité et de justice sociale.

Il coordonna la campagne parlementaire de Laura Rodriguez qui aboutit à son élection en 1989 comme première députée humaniste du monde.

Il remplit la fonction d'ambassadeur du Chili en Nouvelle-Zélande entre 1990 et 1992, représentant le premier gouvernement post-dictature.

Il coordonna la première Rencontre Ouverte internationale de la culture, réalisée à Santiago en janvier 1995, événement qui vit confluer de multiples expressions politiques, sociales et culturelles qui trouvèrent un espace d'expression et de convergence dans la diversité.

Candidat aux élections présidentielles en 1999.

En sa qualité de membre de l'Internationale Humaniste, il impulse la création et le développement de la Régionale Latino-américaine des partis Humanistes et de diverses organisations sociales, cherchant à travers elle, la convergence des peuples jusqu'à la construction d'une nation latino-américaine.

Simultanément à ses activités politiques, il a été président pendant dix ans de la Fondation Laura Rodriguez, qui se dédie à la lutte contre toutes les formes de discrimination. Actuellement, il fait partie de la direction de la fondation Pangea qui a pour objectif de défendre les différentes cultures, tentant de mettre en évidence les éléments communs présents dans le processus humain à travers toutes les époques.



Evo Morales et Thomas Hirsch



Réponses de Tomas Hirsch, au forum de Paz Ciudadana, à propos de la délinquance

Santiago du Chili, Casa Piedra, le 11 juillet 2005

A votre avis, quelles devraient être les priorités en matière de prévention de la délinquance dans les prochaines années ?

Habituellement, qu'on le reconnaisse ou non, on se contente de voir le problème de la délinquance avec une vision complètement erronée. Dans le fond, c'est le point de vue naturaliste qui s'applique, celui qui considère l'être humain comme violent par essence ; cette violence faisant partie de son « naturel ». Depuis ce regard, la seule réponse possible face à ce problème est l'augmentation de la répression et des moyens de punition contre les délinquants. Cette vision implique que si l'origine de la violence humaine est de type biologique ou génétique, comme semble le croire certains dirigeants, il ne peut y avoir d'autres réponses que la répression et la punition.

Nous affirmons que ce type de solution a échoué. La réponse répressive ne résout pas le problème de la violence sociale, dont la délinquance est une des manifestations. Tout au plus, cela déplace le problème. Comme dans le cas du tube de dentifrice, on augmente le contrôle dans un secteur et le problème se déplace ailleurs, pour finir par affecter essentiellement les quartiers périphériques où l'on ne peut compter sur la protection policière. Nous pouvons supposer que cela permettra d'incarcérer les délinquants, transférant ainsi le problème aux prisons. Nous savons bien ce qui arrive dans ces lieux, alors comment croire que cela est une solution réelle. En somme, on ne peut combattre la violence sociale par plus de violence.

Il faut assumer humblement l'échec du modèle répressif et du regard depuis lequel s'articule ce type de réponse. On a échoué parce que l'on attaque les symptômes au lieu d'attaquer la maladie ; on traite les conséquences pas les causes. Il se produit la même chose, par exemple, avec le thème de la drogue : on voit des campagnes alarmantes pour faire diminuer la consommation, mais personne ne se demande pourquoi la nécessité de consommer a surgi.

Si nous sommes d'accord avec l'échec de la solution répressive, que pouvons-nous dire à propos de la violence sociale et de la délinquance ?

Nous disons que le plus difficile n'est pas de voir comment contrôler ou réprimer. Le chemin est prévisible : il se terminera par une société fasciste et ultra policière ou par la loi du Talion. Probablement éliminerons-nous la délinquance avec ces méthodes, au moins pour un temps, mais est-ce le type de société dans laquelle nous aimerions vivre ?

La complexité se trouve dans la compréhension des causes de cette violence et de la délinquance. Nous pourrions résoudre correctement ce problème uniquement en l'attaquant à la racine.

Pour nous, la violence n'est pas un élément de la nature humaine. Cela est davantage lié avec le comportement des personnes, avec le milieu culturel dans lequel elles vivent, qu'avec une supposée « nature ». Nous affirmons, avec entière responsabilité, que la racine de ce problème est en rapport avec le fait que le modèle de société dans lequel nous vivons se construit sur la base d'une culture de la violence, institutionnalisant la concurrence impitoyable, l'individualisme féroce et la domination du plus fort, comme si la société humaine était un écosystème naturel de plus.

Dans un pays caractérisé par l'inégalité d'accès à la santé, à l'éducation, au logement et au travail ; dans un pays où la redistribution des ressources est l'une des plus pauvres du monde ; dans un pays où 80% de sa jeunesse (plus de deux millions) n'ont pas le droit de vote par restriction de la loi électorale ; dans un pays où les décisions ne sont prises que par ceux qui possèdent l'argent ; dans un pays où une partie importante de la population n'a pas accès à la représentativité parlementaire ; dans un pays où les habitants sont asphyxiés par les dettes, multipliées par des intérêts usuriers qui seront sans aucun doute encaissés, on peut affirmer que la délinquance est un mode d'explosion sociale provoquée par le système politique, économique et judiciaire actuel, qui privilégie une minorité qui s'est approprié la richesse et le pouvoir politique de la nation.

C'est pour toutes ces raisons que notre priorité repose sur le changement du système politique et économique, qui a poussé notre pays au débordement social, à la délinquance, à la corruption et au trafic de drogue. Dans cette analyse, il ne faut pas sous-estimer la sourde violence familiale et la discrimination sociale, ethnique et sexuelle que nous vivons.



En résumé, la violence sociale et la délinquance ne trouveront pas de solution dans le cadre d'un système qui promeut une forme de relation sociale violente, de façon manifeste ou larvée. Le changement devra être structurel. Nous devons être capables de construire une société qui réhabilite les valeurs humaines et non les anti-valeurs qui imprègnent notre pays.

Du point de vue du contrôle de la délinquance, quels secteurs devraient être renforcés ?

Comme je le disais précédemment, la précarité de l'emploi, les salaires misérables et le chômage, sont des formes de violence sociale, peut-être plus sophistiquées, mais tout aussi brutales que celle utilisée par un voleur avec un couteau. Dans ce contexte social, les enquêtes démontrent que la délinquance ne peut être contrôlée, qu'elle est hors de contrôle et que l'augmentation des moyens répressifs mènent à une voie sans issue. Nous ne croyons pas aux politiques de sécurité importées, qui assurent de faire baisser la criminalité alors qu'explorent là-bas des bombes dans les immeubles et dans les bouches de métro. Nous écartons les programmes de type « Tolérance zéro », « Quartiers sécurisés », « Trois grèves et tu es viré » et autres positions de ce style. Nous pensons aussi que la diminution de l'âge de la responsabilité pénale, la peine de mort ou l'amputation de mains, augmentent le problème.

Il nous semble que la première chose à faire pour contrôler sérieusement la délinquance est de générer des conditions sociales plus justes, de sorte que les personnes n'aient plus besoin de commettre de délits pour assurer leur survie et celle de leur famille. Lorsque quelqu'un, par nécessité vitale, franchit ce point de non-retour, il ne peut plus revenir en arrière et, par conséquent, il entre dans une spirale de délinquance, chaque fois plus grave. Pour cela, les premières mesures que devrait prendre un Etat responsable, viserait nécessairement à diminuer drastiquement la fracture entre riches et pauvres. La marginalité sociale est le principal bouillon de culture de la délinquance.

Le second moyen structurel que nous envisageons consiste à créer des conditions qui enrayerent l'exclusion, spécialement des générations les plus jeunes qui se sentent aujourd'hui forcées d'intégrer un système qui ne leur plaît pas et qu'ils voudraient changer. Mais ils ne peuvent le faire, car ils sont volontairement exclus des prises de décisions par les générations antérieures qui détiennent le pouvoir. Ils font alors de cette exclusion une valeur et génèrent des sous-cultures (et contre-cultures) qui se radicalisent chaque fois plus. Un Etat responsable doit donner à la jeunesse la possibilité de se convertir en authentique protagoniste du pays auquel elle aspire pour le futur. Cela ne se produira que si la pratique de la démocratie actuelle est modifiée, afin de permettre une plus grande participation. Cela passe, en tout premier lieu, par l'élaboration d'une nouvelle Constitution, qui remplace l'actuelle, qui est, comme nous le savons tous, profondément antidémocratique.

Il ne s'agit pas seulement de participer : les jeunes veulent décider. Nous ne voulons pas qu'ils se convertissent en un facteur de violence sociale. Que voulons-nous ? Qu'ils participent, mais seulement dans les limites qui intéressent ceux qui ont le pouvoir ? Pas au-delà ? C'est, pour le moins, désinvolte.

Il est aussi important, bien sûr, de professionnaliser la police, de la rapprocher des citoyens et de promouvoir la participation citoyenne aux plans de prévention de la délinquance, en faisant en sorte, par exemple, que les voisins ré-investissent les lieux publics. Il convient également d'affecter les ressources suffisantes pour appliquer des politiques de réelles réhabilitations et intégrations sociales de ceux qui ont commis des délits. Cela n'est évidemment pas fait aujourd'hui. On continue de parler et de parler de ce thème, alors que les possibilités de réelle réhabilitation, simplement, n'existent pas. Une justice rapide et transparente doit être nécessairement renforcée. En cela, il y a une importante avancée au travers de la Réforme de la Procédure Pénale, aujourd'hui en vigueur dans tout le pays.

Mais aucun de ces moyens ponctuels et spécifiques ne peuvent éluder l'analyse structurelle à faire pour déterminer les causes profondes de la violence sociale. Il est nécessaire d'ouvrir la discussion sur le modèle de société dans laquelle nous voulons vivre. La délinquance est la forme de violence la plus grossière et la plus évidente mais elle côtoie d'autres modes de délinquance institutionnalisés. L'exploitation de l'homme par l'homme n'est-elle pas aussi une forme de délinquance ? Et la négation des droits ancestraux des peuples d'origines ? Et empêcher l'accès à la santé, à l'éducation ou à un revenu équitable pour une grande partie de notre peuple ?



Ne soyons pas hypocrites : si nous sommes d'accord que la délinquance est mauvaise, nous devons être cohérents et pousser cette conviction jusqu'à ses ultimes conséquences, en éliminant de notre vie toutes les autres formes de violence sociales qui existent aujourd'hui.

Quelle institution pourrait impulser les initiatives que vous proposez ?

Jusqu'alors, nous n'avons pas été capables de construire une société pleinement humaine, c'est-à-dire une société où le pouvoir serait entre les mains du "tout social", et non entre celles d'une minorité (soumettant et objetisant l'ensemble) ; une société dans laquelle la violence serait la plus mauvaise façon de réaliser toute activité sociale. La caractéristique essentielle de ce système inhumain et violent, dans lequel nous vivons aujourd'hui, consiste en la prédominance d'une minorité sur le "tout social". Nous n'allons donc pas interroger les différentes formes institutionnelles de concentration du pouvoir, aux travers desquelles s'exerce cette domination et se perpétue la violence.

Le système institutionnel que nous proposons implique des changements profonds et radicaux, parce que la violence et la délinquance ne sont pas un simple effet indésirable qui pourra s'éliminer en maintenant les choses en l'état. Ces fléaux disparaîtront quand nous serons capables de construire un type de société dans laquelle disparaîtront l'injustice et l'exploitation.

Pour cela, nous proposons d'avancer vers une forme effective de déconcentration du pouvoir politique, transformant la démocratie formelle représentative, pratiquée aujourd'hui, en une démocratie réelle, vraiment participative. Aujourd'hui existent toutes les conditions technologiques nécessaires pour organiser des plébiscites, des référendums (qui n'ont évidemment rien à voir avec les simulacres grotesques que propagent les maires de la UDI) et des lois d'initiative populaire. L'objectif de cette conception est de transférer le pouvoir de l'Etat à la base sociale, aux communes, aux quartiers, et non pas de le remplacer par un pouvoir concentré et sans doute plus pervers, comme l'est le para-Etat actuel, aux mains du pouvoir financier.

Nous proposons également une réforme administrative qui favorise une décentralisation effective du pays ; qui donne une autonomie politique et économique aux régions, avançant vers une république confédérale. L'actuel schéma centralisé, pour la prise de décision, est quelque chose qui ne peut résister plus longtemps et la discussion incompréhensible de son maintien pourrait générer, dans un futur très proche, des problèmes beaucoup plus graves.

Pour la question économique, nous proposons d'explorer de nouvelles formes de propriété des moyens de production, qui restreignent la concentration excessive du pouvoir économique. Tel est le cas des entreprises "propriétés des travailleurs", dans lesquelles le travail acquiert un statut égal à celui qu'à aujourd'hui le capital. Dans ce modèle de propriété, les travailleurs pourront participer à la gestion, à la prise de décisions et accéder aux bénéfices de l'entreprise, à des conditions égales à celles du capital, transformant la relation absurde qui existe, historiquement, entre ces facteurs de production. Nous pensons que peuvent parfaitement co-exister la propriété privée et d'autres formes de propriété, comme celle que nous proposons.

Le système institutionnel que nous proposons est essentiellement décentralisé, à l'inverse de celui en place, qui tend à la concentration des pouvoirs politiques et économiques. Probablement, et peut-être avec raison, beaucoup douteront de l'efficacité de ces profonds changements institutionnels, pour contrôler un problème aussi spécifique que la délinquance. Avec l'affaiblissement des structures autoritaires, ne risque-t-on pas de voir la délinquance ne pas diminuer, allant ainsi tout droit vers le chaos ? C'est un doute raisonnable : nous pensons que nous devons compter sur un changement très profond de l'être humain pour qu'une organisation sociale de ce type fonctionne. Nous pensons que ce changement passera probablement par une perception plus nette de l'humanité de l'autre et par un respect inaliénable de sa liberté. Mais ce saut qualitatif, auquel ne nous a pas amené l'histoire, est l'unique chemin possible. L'autre, celui de l'augmentation « infinie » du contrôle social, est une solution illusoire qui nous destine à un profond et irréversible chaos pour longtemps.

Dans ce carrefour historique, il y a seulement deux options possibles : ou nous assumons les risques et nous effectuons un saut vers l'avant, intégrant de manière décidée le futur ; ou nous nous laissons aspirer dans une spirale de décadence douloureuse et destructive, comme cela s'est produit dans les civilisations antérieures. Ce que nous décidons aujourd'hui déterminera la direction que nous suivrons.



Intervention de Thomas Hirsch au forum de Sao Paulo

Sao Paulo le 3 juillet

Amis,

au nom du pacte de la gauche chilienne "Juntos Podemos Mas", je voudrais partager avec vous un regard souvent ignoré sur les réalités de mon pays. Bien sûr, ce n'est pas le regard de prétentieux qui se vantent d'un développement inexistant, mais le regard angoissé de million de personnes exclues de cette modernité mensongère.

Depuis 15 ans, le gouvernement chilien de la Concertation continue de gouverner avec une constitution antidémocratique héritée de la dictature, avec un système électoral binominal, excluant la possibilité d'avoir un représentant des travailleurs, l'empêchant même d'être candidat aux législatives ; perpétuant ainsi dans mon pays l'oppression ethnique et l'exclusion des jeunes. Actuellement, il y a encore au Chili des prisonniers politiques poursuivant une dramatique grève de la faim depuis plus de 40 jours et je voudrais profiter de cette tribune pour exiger leur libération immédiate.

Devant les tentatives réitérées des pinochetistes, d'imposer l'impunité, je voudrais dire avec clarté que nous n'accepterons pas un « point final ». La lutte pour le plein respect des droits de l'homme est toujours d'actualité et nous n'aurons de cesse d'obtenir la vérité totale et la pleine justice. C'est cohérent avec notre position qui condamne le terrorisme international qu'impose l'impérialisme nord-américain.

Pendant que le gouvernement exhibe de forts indices de croissance économique, les inégalités s'accroissent chaque jour davantage, arrivant à une répartition des revenus la plus injuste de la planète. Pendant que des millions de Chiliens n'ont pas de travail digne, le gouvernement cède les ressources de la pêche, les ressources minières, agricoles, forestières et énergétiques à de grands consortiums multinationaux qui exploitent ces ressources, dégageant de gigantesques profits, sans quasiment payer d'impôts.

La santé et l'éducation ne sont toujours pas un droit mais, sont au contraire, appréhendés comme un commerce rentable pour le système financier.

En réalité nous sommes gouvernés par un gouvernement qui a su maintenir avec brio l'illusion d'être progressiste, tandis que de manière détournée, il applique la politique néo-libérale imposée par le FMI et les grandes multinationales. Discours progressiste et politique conservatrice accentuent la crise politique, sociale et culturelle.

Dire que le gouvernement Lagos a réduit la pauvreté de 50 % est non seulement faux, mais signifie que l'on croit à la résolution des problèmes de notre peuple par l'application brutale du libéralisme.

Sans doute sentons-nous le vent du changement souffler sur notre pays et sur toute l'Amérique. Un vent qui peut devenir un ouragan. Qui guidera cette force qui s'éveille chez les femmes, les jeunes, les travailleurs et nos peuples autochtones ?

Un projet de gauche qui ne pactise pas avec le néolibéralisme et se définit clairement en faveur du travail face au capital, en faveur de la démocratie réelle, en faveur de la diversité et de l'anti-discrimination.

Au Chili ce projet a pris forme avec le collectif appelé "Juntos Podemos Mas" (Ensemble nous pouvons plus), regroupant 50 organisations politiques et sociales provenant du champ très ample qui a construit la gauche chilienne en plus de 30 années. Nous sommes communistes, humanistes, chrétiens de gauche, membres du MIR, du PC action prolétarienne, du bloc pour le socialisme,



associés à des organisations ethniques, estudiantines, culturelles, écologistes, pour la diversité sexuelle et tous ceux qui veulent construire une alternative au modèle néo-libéral.

Cette association est le meilleur que nous pouvons donner en hommage à celle qui fut la grande combattante pour les droits de notre peuple et pour l'unité de la gauche, la camarade Gladys Marin.

Nous avons aidé à construire un nouveau modèle de développement participatif qui redonnera au peuple sa souveraineté et la maîtrise de son destin.

Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas mener cette lutte seuls. Nous devons construire l'unité de la gauche, du progressisme latino-américain et dépasser les conflits qui séparent nos pays.

Nous considérons que le Chili a l'opportunité d'être à l'avant garde de ce processus d'intégration en répondant favorablement à la demande légitime de la Bolivie d'avoir un accès à la mer. Dans la même optique, nous chercherons la réduction multilatérale des dépenses militaires des pays de cette région. Nos pays ont un besoin urgent de ces ressources pour résoudre leurs problèmes.

D'autre part, nous proposons l'ouverture des frontières pour la libre circulation de toutes les personnes.

Et surtout, nous devons avancer vers l'intégration de notre économie, avec une politique qui permette le développement des PME, qui sont les principales sources de création d'emploi.

Ce n'est pas avec les multinationales et les USA que nous résoudrons nos problèmes. Eux ne sont d'accord qu'avec ce qui sert les intérêts des principales multinationales, pas avec ce qui donnerait du travail aux gens.

Nous devons manifester avec force contre l'intervention économique et militaire des Etats-Unis dans nos pays, exprimant notre totale solidarité avec les peuples de Cuba, du Venezuela, de Colombie et d'Haïti.

Chers amis, le moment est venu de réveiller chez toutes les générations latino-américaines, modernes et anciennes, le projet de construire une Nation Humaine Universelle.

L'Amérique latine, qui a subi des tragédies mais, a aussi reçu des apports de tous les peuples, peut aujourd'hui, apporter sa contribution, personnifiant l'aspiration de s'unir en une nation multiculturelle et multi-ethnique avec les mêmes droits et les mêmes possibilités pour tous.

Ensemble nous le pouvons. Unis, nous vaincrons !



Propositions suite aux violations des droits de l'homme

Diagnostic

Vérité et justice :

- ❑ On parle d'avancée au sujet des Droits de l'Homme, mais celles-ci sont infimes. On compte seulement 400 accusés et 20 condamnés, ce qui correspond en rien à l'ampleur des violations perpétrées durant la dictature.
- ❑ Sous les gouvernements dits de "La transition" et spécialement sous le gouvernement de Lagos, nous avons dû affronter de multiples tentatives d'impunité : réduction de peines pour les militaires, "table des dialogues" et remises de peines.
- ❑ On prétend, jeter le manteau de l'oubli sur les crimes commis par l'Etat Chilien durant la dictature, à partir de demi-vérités, sans actes de justice.
- ❑ Tous les rapports, y compris celui de la Commission sur la Répression Politique et la Torture (Valech) évoquent seulement des victimes, omettant les tortionnaires.

- ❑ La Loi de Réparation de 1992 contrevient aux dispositions du Droit Humanitaire International et du Droit Pénal International, dont notre pays est signataire, en occultant depuis 50 ans l'identité des tortionnaires mentionnés par les victimes elles-mêmes, au cours de leurs témoignages : c'est-à-dire qu'on ne pourra pas accéder à cette information avant la fin de l'année 2054.

- ❑ Dans ces commissions, des délais sont impartis aux victimes pour leurs dénonciations, ce qui n'apparaît comme acceptable dans aucun traité international ; les victimes devant pouvoir dénoncer les faits à tout moment. On ne légalise pas non plus le terme de "disparu", obligeant à déclarer la "mort présumée" et à utiliser le terme de "séquestré permanent".

- ❑ La transition n'a abouti qu'à un pacte pour l'impunité. Les aveux de Cheyre ne sont que des mots qu'emportent le vent. Il légitime toujours le coup d'Etat et protège les militaires compromis. On retient 1% du salaire des fonctionnaires pour payer les avocats. On use donc du mensonge et on porte préjudice en cherchant l'amnistie et la prescription, en ne faisant rien pour que cela ne se reproduise pas. Il n'y a rien de commun entre le terrorisme d'Etat et les prisonniers politiques. Cela n'a rien à voir, c'est incompatible et ne doit pas pouvoir conduire à l'amnistie ou à la remise de peine.

- ❑ La Constitution, promulguée par Pinochet, permet les horreurs décrites dans le rapport sur la Prison Politique et la Torture. Apparemment rejetée par toutes les couches de la société, elle continue d'être en vigueur.

- ❑ De plus, il existe toujours, , des peines se référant à l'exil. Ainsi, des centaines de Chiliens doivent vivre dans la clandestinité à cause de procès non clos, engagés sous la dictature. La tragédie du peuple Mapuche mérite d'être mentionnée, ainsi que sa légitime défense du Droit à la Terre qui a été qualifiée de "terroriste", suite à l'application de la législation actuellement encore en vigueur, imposée par la dictature. .

REPARATION

La réparation de la victime est traitée de façon insultante (ils disent qu'elle doit être austère et symbolique). On établit des comparaisons uniquement en termes économiques. La Réparation, c'est restituer la dignité et la décence des victimes ; en aucun cas elle ne peut être économique.

- ❑ Dans le Rapport sur la Prison Politique et la Torture, 2.846 victimes reconnues par le Rapport Valech (soit 10% du total) n'ont obtenu aucune réparation, car elles étaient décédées au moment de l'établissement de la Commission ou durant son déroulement. A ce jour, celle-ci ne constitue rien d'autre, pour leurs familles, qu'un épisode déchirant, qui, loin de consacrer le respect de la dignité et des droits des personnes, constitue une expérience de discrimination arbitraire et un nouveau traumatisme.



- ❑ Le mandat de la Commission Valech établissait qu'il fallait prendre en considération toutes les personnes ayant été emprisonnées pour raison politique et ayant subis la torture, entre septembre 1973 et mars 1990. Cependant, la loi 19.992 dite "de Réparation" oblige les victimes reconnues, non seulement à avoir survécu à la prison politique et à la torture, mais aussi à être présentes physiquement, 30 ans après, laissant sans aucun soutien leurs familles.

PROPOSITIONS

La réconciliation n'est pas synonyme d'impunité. La Réconciliation c'est une véritable Démocratie, une véritable Justice et une Mémoire Historique.

La Vérité et la justice sont les uniques possibilités pour avancer par rapport à la politique d'extermination de la dictature. La réparation première, c'est la justice, parce qu'il s'agit de crimes contre l'humanité, de crimes qui ont été perpétrés par l'appareil d'Etat. L'Etat Chilien est obligé de les sanctionner.

La réparation, pour les victimes c'est en premier lieu la justice (source première de la mémoire de peuple) ; en second lieu c'est la réparation matérielle, qui est aussi une obligation internationale.

Les violations systématiques et massives des Droits de l'Homme ont cessé depuis longtemps d'être un sujet interne à chaque Etat (depuis l'holocauste nazi). Ce sont des crimes internationaux qui ont été établis en tant que tels par la Communauté Internationale, au travers de traités et de normes impératives à suivre, bien que ces normes ne soient pas mentionnées par les traités. Notre législation et l'Etat doivent assurer que les crimes contre l'humanité sont inadmissibles et imprescriptibles. Ces deux concepts sont des éléments constitutifs du Droit Humain International et des traités que l'Etat Chilien a ratifiés.

1/ Une Nouvelle Constitution basée sur le respect des Droits de l'Homme qui envisage :

- La reconnaissance des peuples originaires : Mapuche, Aymaras Quechuas, ainsi que ceux d'Atacama et de l'île de Pâques...
- D'assurer un système électoral proportionnel écartant le système électoral bi-nominal. L'inscription doit être automatique et le vote volontaire.
- D'assurer la participation des dirigeants syndicaux dans le processus des élections populaires.
- De donner le droit de vote aux chiliens résidant à l'étranger.
- D'incorporer des référendums ou des plébiscites qui permettent au peuple d'exercer un pouvoir constituant, afin d'ordonner la société en fonction des intérêts collectifs.

2/ Introduire dans la Constitution tous les accords internationaux se référant à la protection des Droits de l'Homme. Dans le cas où l'on introduit cette modification dans l'actuelle Constitution, pour cela, il faudra que le Président en fasse la proposition et qu'elle obtienne la majorité absolue.. Et tout particulièrement :

- La Convention Internationale sur le caractère imprescriptible des délits portant préjudice à l'Humanité et des Crimes de Guerre.
- La convention américaine sur la Prévention et la Sanction de la Disparition Forcée.
- La Convention de Rome sur la création d'un Tribunal Pénal International et la Convention OIT 169, sur les peuples originaires.

3/ Modification du Code Pénal concernant les procès, la qualification et les peines pour délits à caractères politiques.

- Classifier et sanctionner les délits de violations des Droits de l'Homme réalisés par les fonctionnaires de l'Etat : génocides, disparitions forcées, crimes de guerre, crime contre l'humanité, rendant ces délits imprescriptibles, sans possibilité d'amnistie ni de remise de peines.
- Modifier le Code de la Justice Militaire et le Règlement de la Gendarmerie du Chili.

4/ Approuver les poursuites immédiates qui pourraient être présentées au Congrès par tout député et approbation à la majorité simple pour :

- L'élimination du caractère secret établi à 50 ans, pour les noms des victimes assassinées et torturées.



- Reconnaissance des veuves des victimes décédées, en leur octroyant une pension de réparation.
- Reconnaissance de la qualité de victime pour les mineurs, avec les mêmes droits que les adultes.
- Suppression de l'incompatibilité de pensions entre anciens prisonniers politiques et exonérés et paiement rétroactif des pensions à la date de paiement de celle d'ancien prisonnier politique ou à la date choisie.
- Réouverture de la Commission de Prison Politique et Torture.
- Droits aux bourses d'études pour les victimes, transmissibles à leurs enfants et petits enfants.
- Droit réel au logement par l'attribution de celui-ci aux victimes, à titre gratuit et immédiatement en lieu et place du seul droit à postuler.

5/ Mise en place du respect des Droits Economiques, Sociaux et Culturels, en tant que critères légitimes pour tout modèle économique, ce qui implique de rompre définitivement avec le modèle néolibéral.

- Droit au travail et à une rémunération digne.
- Droit à la santé, mise en place d'un modèle de santé publique, non aux ISAPRES.
- Droit à l'éducation, plan d'éducation municipalisé et reconstruction de l'éducation publique.
- Droits à la prévoyance sociale : en finir avec les Fonds de Pensions, droit de vivre dans un environnement sans pollution.

6/ Nouveau système Judiciaire qui protège les droits des personnes et non les politiques publiques des gouvernements en place :

- Mettre un terme aux postes des juges compromis avec la dictature.
- Créer un Conseil National de la Magistrature : institution qui aura pour objectif la nomination des juges, en mettant un terme au contrôle détenu par la Cour Suprême sur les juges inférieurs. Cette institution aura aussi la possibilité de sanctionner les juges, y compris ceux de la Cour Suprême.
- Abroger le Décret de loi d'Amnistie : c'est une norme pinochiste imorale qui doit sortir de l'ordre juridique en vigueur.
- Création d'un sous-secrétariat des Droits de l'Homme, dépendant du Ministère de l'Intérieur.
- Création d'un Défenseur du Peuple
- Incorporation au programme scolaire de l'éducation aux Droits de l'Homme.

7/ Non à la criminalisation de la protestation sociale et de la lutte populaire :

- Non à l'application de la loi anti-terroriste envers les leaders sociaux et les Mapuches.
- Fin de la Justice Militaire.
- Les Carabiniers doivent dépendre du Ministère de l'Intérieur.

8/ Forces Armées et Démocratie :

- Fin du Service Militaire Obligatoire.
- Dérogation de la loi qui autorise la vente de 10% du cuivre aux Forces Armées.
- Fin du régime spécial de prévoyance et de santé pour les membres des Forces Armées.



Extraits du débat télévisé entre les candidats à l'élection présidentielle du Chili (Reproduction des réponses de Thomas Hirsch)

Inégalité et exclusion

M Hoffman : Madame, Messieurs les prétendants à la Monéda, le Chili a atteint un chiffre historique de son développement, nous avons atteint le seuil très psychologique de 100 000 millions de dollars de PIB, mais beaucoup de chiliens sont exclus de ce développement. Un jeune sur cinq n'a pas de travail, par exemple, la moitié des retraités survivent avec des pensions minimales, quatre Mapuches sur cinq n'ont pas pu finir leur parcours scolaire. On parle beaucoup de la concentration du pouvoir économique et politique qui aboutit à l'autre extrémité à l'exclusion des chiliens. La même exclusion qui a provoqué les incidents que nous avons connus en France ces derniers jours. Est-ce la cohésion sociale ou l'exclusion sociale au Chili ? Ne craignez-vous pas ce germe de mécontentement grandissant même si nous ne voulons penser à une explosion sociale comme celle à laquelle la France ne s'attendait pas ? Quels cas d'exclusion aborderez-vous en priorité et avec quels moyens concrets ?

Thomas Hirsch : *Nous sommes face à une situation extrêmement grave et qui me préoccupe beaucoup, parce que ce qui s'est passé en Europe, je crois que c'est un signal d'alarme. Les exclus ne sont pas minoritaires, la vérité, d'après ce que j'ai pu observer est que la grande majorité se sent exclue. Les travailleurs, qui perçoivent un salaire misérable, pendant que nous parlons de croissance et de ces chiffres de croissance économique. Les « anciens » qui reçoivent des pensions misérables. Les femmes qui perçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes. Les jeunes qui ne sont pas écoutés. Les autochtones, il y a beaucoup de mauvais traitements, les gens sont très mal traités, et la relation même, entre le pouvoir économique et politique, où le chef d'entreprise lui-même dit que ça suffit de sucrer le pouvoir politique, cela me semble dénoter que tout ça doit cesser. Ce n'est pas possible de voir que les chefs d'entreprises applaudissent Ricardo Lagos chaque jour, et la SOFOFA lui dit « Bien, président, continuez » ! Je n'ai pas entendu les travailleurs dire cela, ni les « anciens » dire cela. C'est même plutôt le contraire qui se passe. Lorsque j'étais à Castro, je me suis approché d'un groupe de travailleurs d'un syndicat de pêcheurs une situation désespérante, mille millions d'exportations qui rentrent dans les chiffres de la croissance du PIB et ils sont payés le minimum, pourquoi ? Jusqu'à quand va-t-on maltraiter ces gens ?*

Immigration et emploi

Mauricio Bustamante : Après le thème social, nous voyons que selon certains organismes internationaux, le Chili et son économie vont assez bien. De fait, cela va mieux que chez beaucoup de nos voisins. En conséquence, on voit une augmentation de l'immigration de péruviens, d'argentins, de boliviens dont un certain nombre travaillent ici de manière illégale. Que pouvez-vous dire à ce demi-million de chiliens qui, aujourd'hui sont au chômage ou qui gagnent peu, parce qu'un étranger fait le même travail pour moins cher et qui pense ou peut penser que certains immigrants occupent un poste de travail qui devrait revenir à un chilien ?

TH : *Je crois que dire qu'il y a un demi-million de chômeurs à cause des immigrés est une affirmation très irresponsable.*

MB : Ce n'est pas l'esprit de la question.

TH : *Je crois que les chômeurs au Chili existent pour un autre motif. Cela existe parce qu'il y a un modèle économique qui se base sur un nombre important de chômeurs pour, de cette façon, payer mal le reste des emplois. Cela fait partie du modèle. C'est cela qui convient aux grandes entreprises. C'est un modèle économique qui signifie la destruction des petites et moyennes entreprises dans tout le pays, qui sont celles qui justement créent des emplois. Plus de 90% des emplois au Chili sont générés par les PME et sans doute, aujourd'hui, sont-elles asphyxiées, affaiblies. Ce qu'il faut faire pour générer des emplois, c'est appuyer les PME, que la Banque d'état redevienne une banque pour elles (Les PME NDLT), avec des conditions adéquates, et ne destine pas son argent aux seuls grands groupes économiques. Ce qu'il y a à faire c'est appuyer l'embauche, la génération d'emploi, la formation, l'innovation technologique, ce qu'il y a à faire c'est que les traités de libre-commerce favorisent les PME et non les grands conglomérats transnationaux qui sont si heureux aujourd'hui avec les traités*



existants, mais qui sont en train de casser les petits agriculteurs, les petits commerçants, les petits industriels. Dans mon programme de gouvernement, la première priorité est le développement de l'emploi par une aide forte des micros, petites et moyennes entreprises et des travailleurs.

MB : M. Hirsch, dans le domaine de la construction, des employés de maison, aujourd'hui il y a beaucoup d'étrangers qui se proposent de travailler pour moins cher que les Chiliens.

TH : *Je crois que nous ne devons pas tomber dans la xénophobie ou rien de ce style et je le dis avec beaucoup de responsabilité. Au contraire, il faut nous intégrer plus à la région Amérique latine. En Europe, il existe la libre-circulation dans les pays. Au Chili, nous pourrions aussi avancer vers l'intégration et découvrir l'apport que peut amener chaque pays. Nous ne devons pas avoir peur de l'intégration. Nous devrions avoir plus peur et se méfier d'un modèle qui génère le chômage, la pauvreté, l'exclusion générale, comme on l'a dit auparavant, et génère la pire distribution de revenus de la planète.*

Mariages homosexuels et avortement

IN : Les quatre candidats se sont réunis plus ou moins ou bien ont ébauché des propositions et certains d'entre vous ont même reçu l'appui de personnalités du monde homosexuel. J'aimerais savoir si vous considérez que notre société est mûre pour que des personnes du même sexe puissent se marier, je ne parle pas d'une « union civile » qui est un projet déjà admis, mais d'un régime matrimonial formellement constitué avec les mêmes droits que les mariages hétérosexuels.

TH : *Avant de vous répondre et je vais répondre, je voudrais dire qu'il y a un thème qui, pour moi, est très important. Joaquin Lavín a dit que le système binomial n'a rien à voir avec les droits et les libertés d'un peuple ; cela me semble extrêmement grave. C'est un thème très important parce qu'il exclut un pourcentage important de la population qui ne peut s'exprimer ; parce que cela les empêche de participer aux décisions du parlement ; parce qu'il permet à ceux qui sont installés au pouvoir avec 33% des votes d'obtenir plus de la moitié des sièges. Il me semble que c'est vraiment peu éthique et peu acceptable. A propos de l'union entre homosexuels. Je crois que deux personnes qui entretiennent une relation affective et qui désirent la prolonger durant toute leur vie ont le droit de le faire et il ne doit pas y avoir d'empêchements. Si deux personnes du même sexe veulent se marier, je considère qu'ils en ont le droit et nous devons établir dans la loi, les mécanismes qui leur permettent de contracter un mariage, je ne crois que l'Etat doit l'empêcher, au contraire. Et, bien sûr, que les gens soient préparés. Ceux qui ne sont pas préparés, sont ceux qui sont installés au pouvoir, qui avancent toujours prudemment au sujet de ce que l'on peut faire ou non. Le pays est mûr et c'est un pays qui veut la liberté, et non que l'on aille de l'avant en contrôlant comment se chacun comporte.*

IN : Tomas, un mariage identique à au mariage hétérosexuel, avec les mêmes droits, par exemple, celui d'adopter des enfants ?

TH : *Vous savez quoi ? Cela va se faire à plus ou moins long terme. Si ce débat avait eu lieu il y a 40 ou 50 ans on se serait posé la question du droit de la femme à voter, et certains auraient été scandalisés, et aujourd'hui il y a, ici, une femme candidate présidentielle. Il y a 50 ans cela aurait été un scandale. De même dans le futur, il sera normal que deux personnes qui s'aiment, qui sont du même sexe, bien que cela scandalise de nos jours, ne scandalisera plus que quelques inquisiteurs qui subsisteront encore.*

Traité de libre commerce

MH : Lors du sommet de l'Apec, demain dans la nuit, les Présidents Lagos du Chili et Hu Jintao de la Chine, signeront le TLC entre les deux pays. Des négociations sont aussi lancées avec le Japon. Les TLC avec les États-unis et l'Europe ont eu pour conséquence une hausse d'impôts que le gouvernement a proposée et adoptée pour compenser les pertes de recettes fiscales que ces traités de libre commerce entraînent. Si vous arrivez en mars à la Moneda seriez-vous disposés à proposer quelque chose de semblable ou vous croyez qu'avec la seule croissance dérivée de ce libre commerce on pourrait financer le coût des aides pour les plus pauvres ?

TH : *Je ne suis pas étonné que les candidats qui représentent de grands groupes économiques soient heureux de l'adoption de ces traités de libre commerce. Évidemment que pour eux, ces traités sont fantastiques. Avec ces traités, un chef d'entreprise gigantesque qui*



contrôle des milliers de millions de dollars gagne chaque jour plus. Mais la question : que se passe-t-il alors pour chacun de vous ? Ce que me disaient les gens de Quillota, de Calera, de San Vicente, de Rancagua, les petits agriculteurs, c'est qu'allons nous faire maintenant, qu'allons nous faire avec ces traités de libre commerce qui sont en train de nous faire crever. Effectivement les Multinationales agricoles y ont gagné beaucoup et nous, nous avons gagné de payer plus d'impôts. J'ai rencontré les gens de la Ligua et d'autres dirigeants de petites entreprises du textile ou des producteurs qui m'ont dit ce qui va se passer à cause du TLC avec la Chine. Ils vont être obligés de fermer car ils ne peuvent pas être compétitifs. Tous les autres pays intelligents protègent leur industrie nationale et ici nous sommes plus « papiste » que le Pape. Il résulte que les USA, le Japon, la Corée, la Chine, tous protègent leur industrie, ils en savent l'importance pour le futur de leur pays. Et ici rien. A qui profite ceci, toujours aux mêmes, aux multinationales qui nuisent à des centaines de milliers de petites entreprises qui sont désespérées. En plus les impôts augmentent. Ce qu'il faut faire c'est baisser les impôts pour les petites entreprises et les augmenter pour les multinationales.

MH: quel impôt augmenterait et ne pensez-vous pas que cela serait préjudiciable pour la création d'emplois ?

TH : *Je propose qu'au minimum ces grandes multinationales paient les mêmes impôts que tous les autres. Cela ne devrait pas gêner. Comment est-ce possible que Codelco verse 5000 millions de dollars au fisc en exploitant la moitié du cuivre chilien et que toutes les multinationales privées versent que 1 700 millions de dollars ! Il me semble qu'elles nous volent.*

Le meilleur et le pire

MB : Tomás Hirsch, quelles sont les propositions les plus originales des autres candidats et quelles sont celles qui vous paraissent les plus populistes ou démagogiques ?

TH: *Véritablement, le meilleur pour moi a été d'écouter Michelle Bachelet dire que les pensions des hommes et des femmes doivent être égales, je crois que c'est un sujet central, il fait partie aussi de notre proposition mais je crois qu'elle fut la première qui l'ait mis en avant durant cette année de campagne et cela me paraît effectivement important, central. Le système des retraites en général est un échec total, c'est un vol gigantesque, je crois que ce qui a été dit est bon, mais il faut aller beaucoup plus loin, nous avons besoin d'une réforme profonde et totale du système prévisionnel Chilien pour que les propriétaires des AFP (fonds de pensions) cessent de voler ce qui nous appartient à tous et une fois pour toutes avoir des pensions dignes.*

Le plus démagogique, plusieurs choses. À droite, en parlant comme s'ils étaient les petits frères des pauvres, qui résoudront tous les problèmes du Chili, d'un candidat qui est un des hommes les plus riches du Chili et du continent, quand un jour je l'ai écouté dire qu'en réalité il était aussi un petit chef d'entreprise, franchement si tous les petits chefs d'entreprise étaient comme lui, je crois que nous serions dans une autre situation. Cela est démagogique, mais non seulement démagogique, cela est un manque de respect vis-à-vis des gens, vis-à-vis justement des dirigeants des PME. Dire, par exemple, que les grandes industries ont apporté des bénéfices, alors que leurs travailleurs ont des salaires misérables, parce qu'indépendamment des 500 000 chômeurs, il y a plus de deux millions qui perçoivent des salaires de misères d'aujourd'hui au Chili.

MB: Et à propos des possibles moments populistes. Ce n'a pas été populiste d'aller protester avec Chávez, avec Maradona à Mar del Plata ou des phrases que certains pourraient considérer comme populistes ont été tenues, pensez-vous aussi que le Président mexicain est un « toutou » de l'empire comme l'a dit son ami Chávez ?

TH: *cela me paraît très cohérent d'aller à Mar del Plata et je fus très honoré qu'ils m'invitent à ouvrir cette marche avec d'autres personnalités du continent, parce qu'il y a un grand sentiment en Amérique latine ; nous ne voulons plus continuer à être écrasés et à être dominés par un empire qui fait tout pour son propre bénéfice et qui rend les choses tellement compliquées pour nos peuples. Là il y a eu une grande manifestation, dans laquelle l'Alca a fini par disparaître et on commence à construire l'alternative bolivarienne pour les Amériques, donc ce ne fut pas du tout populiste, ce fut pour ouvrir un futur pour l'intégration latino-américaine.*



Promesses

TH : *Il y a deux semaines, un groupe de dirigeants syndicaux de plusieurs entreprises s'approchèrent pour parler avec moi et ne voulurent pas que j'annonce publiquement de quelles entreprises il s'agissait, parce que dès le jour suivant des menaces circuleraient dans leur travail, suivies de procédés antisyndicaux. La peur existe effectivement. Non seulement existe la peur de la délinquance qui s'installe, mais aussi la peur de perdre son emploi, la peur d'être maltraité, la peur de la retraite anticipée. Les gens poursuivent leur travail bien longtemps après l'âge de la retraite car ils ont peur de ce qu'ils vont faire après, des réponses à donner pour leur famille. La peur de tomber malade existe : "que vais-je faire si je tombe malade ? Me disent certains. "Je vais m'endetter pour la vie et peut-être même mes enfants resteront endettés".*

Cette société traite très mal ces gens et ne répond pas aux nécessités des familles et pourtant elle dispose de tous les moyens pour résoudre les problèmes.

Nous nous rendons compte que la grande majorité vit dans l'angoisse. Les gens se déplacent des heures en bus et retournent à leur maison. Là, souvent, ils doivent continuer à travailler. Il y a une situation de grande angoisse, de beaucoup de préoccupations. Il y a des gens qui me demandent : "Pourquoi, si le pays prospère ?", "Pourquoi je vis ainsi, alors que l'on me dit qu'il y a croissance ?". Il y a des gens qui me demandent : "Où est la croissance ?". "Dans ma ville il n'y en a pas, ce doit être alors dans d'autres villes" me disent certains. "Je dois donc aller dans une autre ville ?" Me demandent-ils. "Ce ne serait pas Arica ou Antofagasta ou Concepcion ? Me disent-ils. Les gens se sentent perdus et c'est la raison pour laquelle nous voulons créer une opportunité pour un changement profond de notre Chili, afin qu'il y ait plus de respect et plus de justice sociale.

LB : Vous parlez, Monsieur Hirsch, de changer le modèle économique. Quel serait votre proposition alternative ? Naturellement, je dois aussi vous demander quel appui politique à cette proposition alternative cherchez-vous au Congrès, car il me semble que vous ne rencontrerez pas de forces qui vous appuie ?

TH : *Attention. Les élections présidentielles seront suivies des élections parlementaires. La supposition que j'arrive à la Présidence provient du fait que nous allons avoir un fort soutien au niveau parlementaire et un fort soutien aux élections présidentielles et parlementaires ; de sorte que nous avons du soutien et aussi un programme économique : un appui aux petites et moyennes entreprises, l'augmentation des impôts des grandes transnationales, un plan de redressement de l'emploi, une régionalisation effective, une nouvelle Constitution réellement démocratique, véritablement générée par tous les Chiliens. C'est possible de démocratiser le Chili.*

Message final

TH : *Premièrement, je voudrais dire qu'il est dommage qu'il n'y ait pas eu de questions sur le thème des Droits de l'Homme. C'est un thème en suspend au Chili. J'aurai aimé pouvoir en parler et parler d'une situation que nous devons résoudre avec sincérité et justice. Ils ont gouverné durant 32 années, ils ont eu du temps, ils ont tout promis et n'ont rien réalisé et maintenant vient la promotion de l'été : santé, éducation, travail, logement, meilleures retraites, meilleurs salaires, tout est merveilleux. Vous savez qu'ils ne vont rien réaliser de cela ; nous savons qu'ils ne vont rien réaliser de cela parce qu'il sont pieds et poings liés par un modèle économique dont ils ne vont pas sortir. Ne leur donnons pas de chèque en blanc ; le 11 décembre nous avons besoin de créer une alternative, c'est l'unique vote utile, c'est l'unique vote qui permette de créer une alternative. J'ai besoin que l'on me donne la force afin d'élever la voix pour chacun d'entre vous, d'Arica à la Terre de feu. Merci beaucoup.*



Fondation de JUNTO PODEMOS MAS

Convocation pour la Construction d'un Mouvement Politique et Social

Au Chili, en Amérique Latine et dans le monde entier, un petit pourcentage de la population possède de grandes richesses pendant que la majorité vit dans le besoin. Cette minorité s'est emparée de façon systématique du pouvoir politique, de la force économique et de la technologie. Ce processus dévastateur des souverainetés et des indépendances nationales, atteint son expression maximale dans les Traités de Libre Commerce (TLC) ou plus spécifiquement dans l'intention d'imposer la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLEA).

La formation de marchés soumis aux prescriptions et aux conditions des pouvoirs économiques globaux montre, sans équivoque, le pouvoir régional et mondial des compagnies multinationales. De cette façon, alors que se concentre le capital financier international, les économies locales perdent de façon accélérée leur autonomie. Elles se voient obligées de s'adapter, par l'extorsion implicite et explicite, des prescriptions que dictent ces nouveaux pouvoirs qui sont maintenant structurés et organisés grâce au perfectionnement et au renforcement du rôle politique d'organismes comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et des appareils de coordination et de contrôle comme le Groupe des 8 (G8). Quand des résistances à ces politiques apparaissent, les États-unis et leurs alliés apportent leur force militaire, avec la complicité de secteurs locaux qui cherchent à obtenir les bénéfices apparents de leur empressement impérialiste.

Ainsi, aujourd'hui, le grand capital domine les moyens de production et aussi la pensée, à travers le contrôle des moyens de communication et d'information. En l'état actuel des choses, l'antique solidarité s'est évaporée et en définitive, on a abouti à la désintégration du tissu social et à la déconnexion des personnes, malgré les pénuries générales. Les référents politiques et sociaux n'ont pas échappé à cette fragmentation.

La certitude de l'expérience fonde notre foi dans la possibilité d'articuler le plus grand ensemble de forces politiques et sociales de gauche, progressistes et anti-néolibérales, en un grand mouvement qui fera reculer notablement les conditions actuelles d'inégalité et d'injustice sociale. La sourde tragédie qu'expérimentent nos peuples aujourd'hui, nécessite responsabilité et lucidité. Nous devons nous en approcher, en construisant peu à peu chaque marche qui contribue à désarticuler la tyrannie, non plus seulement des armes, mais de l'argent.

Nous croyons fermement dans la possibilité de récupérer le pouvoir de décision de la base sociale et de le projeter dans la prise du pouvoir politique. Cette foi dans l'unité et dans la possibilité de récupérer le pouvoir politique pour les peuples commence déjà à se manifester sur notre continent et sous d'autres latitudes comme une capacité d'organisation croissante que nous assumons aujourd'hui comme faisant partie de notre propre lutte et comme responsabilité présente et future. Pour cela, bien que notre action se localise dans notre pays, notre regard et notre solidarité se tournent vers notre Amérique latine et la possibilité d'un monde meilleur.

Depuis cette position, où coïncident le diagnostic et la volonté de diverses forces, nous avons entrepris diverses convergences, tant dans l'action que dans la réflexion commune, avec l'intention d'avancer dans la conformation d'un Mouvement offrant la participation la plus complète et la plus démocratique qui soit aux organisations sociales et politiques du peuple et dont la direction soit la transformation politique et sociale de notre pays, pour nous conduire vers une démocratie réelle. Nous croyons donc que c'est le moment politique et historique adéquat pour rassembler l'expérience de ces dernières décennies et la mettre en œuvre pour le développement d'une volonté qui unisse la diversité d'expressions en une force capable d'offrir une alternative politico-sociale viable pour le Chili.

Ce Mouvement doit se constituer dans tout notre pays, ample, divers et fort. En ce sens, il s'orientera à générer la convergence des hommes, des femmes, des jeunes, des étudiants, des travailleurs, des peuples indigènes et de toute organisation aussi petite soit-elle, pour créer un avenir digne, dans lequel notre peuple récupère les droits qui lui ont été arrachés d'abord par la force et aujourd'hui par la menace du licenciement et de la marginalisation. De même, les organisations laïques et religieuses, les intellectuels, les professionnels et les artistes, les petits, moyens et grands entrepreneurs, les agriculteurs, les mineurs, les pêcheurs, les employés du commerce et des services sont appelés à la



création et au développement de nouveaux modèles politiques, économiques, sociaux et culturels originaux qui remplaceront l'injuste modèle en vigueur.

Nous qui signons cette déclaration, nous nous sommes mis d'accord sur les idées fondatrices et les stratégies d'actions que nous proposons à tous les mouvements politiques, sociaux et culturels disposés à s'intégrer dans ce processus de transformation des espoirs en chemins d'expression politique concrets, par leur analyse, leur discussion et leur enrichissement.

Idées Fondatrices

1. La formation d'un Mouvement Politique et Social qui aura comme priorité de lutte, non seulement son action à caractère politique, mais aussi qui soit capable de récupérer la foi dans les possibilités de transformation des conditions sociales, politiques et culturelles injustes qui paraissent s'imposer aujourd'hui, à tort, comme uniques et inamovibles.
2. Nous croyons nécessaire d'accélérer révolutionnairement le véritable sens de la lutte qui se réfère non seulement aux conditions politiques et économiques, mais aussi aux conditions sociales et personnelles. Nous envisageons donc un Mouvement qui doit se manifester simultanément au niveau politique, au niveau social, au niveau culturel et au niveau psychologique.
3. Notre direction est d'avancer avec résolution vers un nouveau système économique et social qui privilégie la résolution des nécessités de nos peuples et non les gains du grand capital, en mettant en discussion ouverte l'actuelle et injuste relation entre le capital et le travail.
4. De la même façon, nous affirmons que nos ressources naturelles et financières sont exposées à la déprédation et à l'exploitation, par les grands capitaux transnationaux. En ce sens, nous incluons dans nos priorités la nécessité de récupérer nos ressources naturelles et de les mettre au service de la grande majorité de notre pays. La seule récupération du cuivre et des fonds de pension des travailleurs permettrait de garantir le droit et l'accès à la santé et à une éducation publique de qualité pour tous les citoyens.
5. C'est depuis cette position que notre Mouvement se définit en opposition ouverte au néolibéralisme et à tout autre modèle qui soit une expression du système capitaliste.
6. Par la même occasion et en relation avec ce qui précède, nous nous positionnons aussi en opposition ouverte avec la droite et les partis de la Concertation, responsables de l'actuel modèle politique, social et économique. En conséquence, nous qui intégrons ce Mouvement, nous n'accepterons ni pactes ni alliances d'aucun type avec de tels référents, dans aucune de ses expressions politiques, ce que nous considérons nécessaire pour donner des signaux sans équivoque et cohérents à qui aspire à remplacer radicalement le système qui nous gouverne aujourd'hui.
7. Nous aspirons à une démocratie participative et directe comme système politique et nous rejetons toute forme de régimes dictatoriaux, en même temps que nous favorisons le pluralisme politique comme unique schéma légitime. En ce sens, nous voulons modifier, à sa racine, la pratique de la représentativité en vigueur aujourd'hui, en donnant une plus grande importance à la consultation populaire, le plébiscite, l'élection directe des candidats et le droit du peuple à révoquer les mandats. La Constitution politique actuelle, à travers le système binominal, s'oppose à la capacité pleine du citoyen d'élire et d'être élu et se moque des fondements de la Démocratie réelle.
8. Ce Mouvement affirme le respect et la valorisation de la diversité personnelle, culturelle et idéologique et rejette les systèmes uniformisant et homogénéisant, ainsi que toutes formes de discrimination. En conséquence nous travaillerons pour donner aux discriminés et aux exclus les garanties que mérite leur représentativité, en renforçant toute mesure qui favorise dans la pratique leur insertion et leur développement. Aujourd'hui, les minorités harcelées par la xénophobie et la discrimination, demandent anxieusement leur reconnaissance et, dans ce sens, il est de notre responsabilité d'élever ce thème au niveau des discussions les plus importantes, prenant la tête de la lutte dans chaque lieu, jusqu'à vaincre les néofascismes



manifestes ou larvés. Lutter avec les discriminés et les exclus, c'est lutter pour les droits de tous les êtres humains.

9. Notre Mouvement ne cherche pas seulement à se lever au Chili. Sa vocation est latino-américaine et il se solidarise activement avec les luttes des exclus et des persécutés de notre continent et du monde.
10. Ce Mouvement considère pleinement en vigueur la lutte pour la prépondérance de la mémoire, de la vérité et de la justice, sur les violations des Droits de l'Homme qui ont eu lieu dans notre histoire récente. Nous considérons que les Droits de l'Homme n'appartiennent pas au passé, ils font toujours pression douloureusement dans notre présent et ils sont aussi dans notre avenir, invitant notre intentionnalité et alimentant une lutte qui se ravive à chaque nouvelle violation du destin de l'être humain. Pour cela, toute demande qui se fait en leur faveur a du sens parce qu'elle montre aux pouvoirs actuels qu'ils ne sont pas omnipotents et qu'ils ne contrôlent pas le futur.
11. Nous soutenons qu'à la base du système injuste qui aujourd'hui nous gouverne, se trouve la violence institutionnalisée, qui s'exprime non seulement dans l'usage des armes quand le peuple essaye de se rebeller mais aussi dans la violence économique qui marginalise de grandes parties de la population de ses droits élémentaires : l'éducation, la santé, un logement et un travail dignes. Notre Mouvement aspire à dépasser toutes formes de violences dans la société. Les violences, en dernière analyse, ne dépendent pas des peuples et sont imposées au moyen de l'intervention directe, de la guerre et d'autres formes d'assujettissement de la souveraineté nationale et populaire. Ainsi, en tenant compte de la particularité de la situation politique actuelle du pays, nous proposons d'impulser des méthodes de lutte non violentes qui placent au centre à la fois la consistance et la pluralité des luttes des travailleurs et le peuple, dont la décision, l'expérience et la sagesse sont la base de notre force. La méthodologie de lutte que nous adoptons ne doit pas se comprendre comme faisant des concessions à la violence et à la répression de l'État. Au contraire, nous croyons au droit à la rébellion et à l'autodéfense du peuple ; et celui-ci sera d'autant plus puissant que sera plus grande notre capacité de construire une organisation forte et unitaire qui permette de désarticuler de façon soutenue et spécifique toute agression. En conséquence, nous appelons à nous auto convoquer à une grande convention nationale de toutes les forces et de tous les mouvements politiques et sociaux progressistes, de gauche et anti-néolibéraux, pour construire ensemble un nouvel espoir pour nos peuples.

Signataire : Parti Humaniste, Parti Communiste, Gauche Chrétienne, Mouvement Gauche Révolutionnaire, Mouvement Patriotique Manuel Rodriguez, Gauche Socialiste, Mouvement pour le Socialisme, Identité Rodriguista, Parti Communiste Chilien Action Proletaire, Parti Alternative Socialiste, Comité de Défense et de Récupération du Cuivre, Corporation Urracas d'Emmaus, Ceux d'en bas, Front de Professionnel de Gauche, Coordination Métropolitaine des Usagers Défense de la Santé Publique, Force Citoyenne, Assemblées Populaires, CENDES, entre autres.



Entretien avec Tomás Hirsh "Juntos Podemos", un projet alternatif pour le Chili ?

22 mars 2006

par **Dario Kenner**

Juntos Podemos est une coalition de cinquante cinq organisations comprenant les partis communiste et humaniste qui critiquent le modèle néolibéral et défendent la redistribution des richesses, la démocratie participative et une justice absolue en matière de droits de l'Homme.

Au niveau international, le Chili est perçu comme un Etat prospère avec une démocratie consolidée. Pour quelles raisons le Chili a-t-il besoin de l'alternative offerte par la coalition *Juntos Podemos* ?

Le modèle néo-libéral dominant s'est avéré excellent pour une minorité de la population mais a également contribué à l'une des plus inégales distributions des revenus dans le monde. L'image de la prospérité est présentée par des médias contrôlés par de puissantes multinationales et des groupes financiers. Cette image ne serait pas si positive si les ouvriers et les retraités avaient leur mot à dire.

Le Parti socialiste chilien fait partie de la coalition *Concertación* de centre-gauche qui est actuellement au pouvoir et défend la mise en oeuvre du modèle néolibéral. Par conséquent, *Juntos Podemos* est nécessaire pour créer et proposer un projet alternatif qui fasse passer le développement humain avant la croissance économique. Cela signifie, premièrement, une redistribution et répartition plus équitable dans la société de la croissance économique et, deuxièmement, la démocratisation du pays et la garantie du respect de six droits fondamentaux pour la famille chilienne - l'éducation, la santé, l'emploi, le logement, la protection de l'environnement et une retraite acceptable -, six droits qui se trouvent menacés par le système actuel.

Vous avez obtenu 5,4 pour cent des voix au premier tour des élections présidentielles le 11 décembre dernier. Est-ce que *Juntos Podemos* a un peu de soutien au Chili ?

Nous avons obtenu peu de voix car la majorité des gens au Chili ne votent qu'en faveur de la coalition qui a une chance de gagner. Toutefois, nous avons obtenu le nombre de voix le plus élevé pour un candidat de la gauche au cours d'une élection présidentielle depuis Salvador Allende ; près de 400 000 personnes ont voté pour moi car ils voulaient un véritable changement. Mais une importante majorité attend toujours de voir s'ils tireront un quelconque profit du modèle néo-libéral. Durant la campagne présidentielle, beaucoup de gens m'ont demandé pourquoi le Chili prospère dont ils avaient si souvent entendu parler n'était pas encore arrivé dans leur région. Les gens ont l'impression de ne pas avoir été capable de récolter les fruits du système car ils se croient stupides ou malchanceux. Il existe une certaine illusion collective promue par les médias selon laquelle le modèle néolibéral serait le modèle à suivre.

Vous avez appelé ceux qui ont voté pour vous au premier tour des élections présidentielles à s'abstenir de voter au second tour du 15 janvier 2006. Mais n'aurait-il pas mieux valu pour *Juntos Podemos* soutenir la candidate Michelle Bachelet de la *Concertación* afin d'éviter le danger d'une victoire du candidat de droite Piñera ?

J'ai trouvé cet argument complètement absurde. Notre coalition ne partage pas le programme de la *Concertación* et défend un agenda très différent. La *Concertación* a toujours sollicité le soutien politique de la gauche et une fois obtenu, ils l'ont utilisé pour gouverner dans les intérêts de la droite. Pourquoi devrions-nous accorder nos voix à la *Concertación* alors même que leur agenda contribue à accroître les inégalités et menace la démocratie ? Je pense que leur accorder nos voix nous est dommageable ; cela va à l'encontre de la cohérence de l'alternative que nous avons élaborée.

Au Chili, les organisations sociales telles que les organisations étudiantes, les syndicats, les associations de défense des femmes et des droits de l'homme ont joué un rôle crucial en se mobilisant dans les années 80 pour mettre à mal la dictature du général Pinochet. Est-ce que *Juntos Podemos* entretient de bonnes relations avec ces organisations sociales de nos jours ?

Une caractéristique très intéressante de *Juntos Podemos* est que nous travaillons étroitement avec les organisations sociales à l'échelle locale à Santiago et dans les régions. Les dirigeants de *Juntos Podemos* font partie de dix organisations politiques ou non politiques et ont tous le même poids au niveau décisionnel. Il s'agit d'une nouvelle expérience au sein de laquelle les partis politiques ne cherchent pas la prééminence sur les organisations sociales comme c'était le cas dans le passé. Nous recherchons la parité. Des groupes tels que des syndicats, des associations de lutte pour le



logement, des groupes de défense de la santé publique, des peuples indigènes et des artistes populaires ont soutenu notre campagne électorale.

Est-ce que ces organisations ont participé à la décision de s'abstenir au deuxième tour des élections présidentielles ?

Oui, trente organisations politiques et sociales ont participé à une réunion où nous avons décidé d'appeler à l'abstention. Le Parti communiste et le Parti chrétien de gauche ont décidé de ne pas s'abstenir et nous respectons leur décision.

Avant d'arriver au pouvoir, le Parti des travailleurs (PT) au Brésil promouvait la démocratie interne et l'éthique dans le domaine politique. Or nous savons qu'ils ont fait usage de la corruption pour arriver et se maintenir au pouvoir [2]. Quelles leçons peut tirer la coalition *Juntos Podemos* de cette expérience ?

Le problème du PT a commencé trois mois avant les élections présidentielles lorsque Lula signa un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) acceptant leurs exigences [3]. Cet acte mit un terme au projet révolutionnaire du PT et leur lia les mains. Je fus également horrifié de découvrir que le PT avait contracté un accord avec la multinationale VISA relatif à des cartes de crédit spéciales où pour chaque transaction un réal était reversé au parti. Lorsque cette corruption interne fut découverte, je ne fus donc pas surpris du tout.

Le fait qu'il n'y ait pas de démocratie interne non plus ne me surprend pas car la direction contrôle le parti. Pour *Juntos Podemos*, il s'agit d'une question très difficile parce que nous sommes une coalition de 55 organisations et il n'existe aucune manière d'éviter le fait d'être confronté à ce problème à l'avenir. Je pense que nous devons lutter contre ces problèmes au quotidien en pratiquant la démocratie interne et en prenant les décisions de manière transparente.

En ce qui concerne mon propre parti, le Parti humaniste, nous croyons qu'en tant qu'individus nous devons agir éthiquement avant de pouvoir faire des changements politiques en tant que parti. C'est pourquoi nous avons eu ces 21 dernières années des représentants à plusieurs niveaux du gouvernement et qu'ils n'ont jamais été corrompus.

Que pensez-vous enfin du gouvernement d'Hugo Chavez au Venezuela et de l'élection d'Evo Morales en Bolivie ? Ces gouvernements sont-ils en mesure d'accroître le soutien politique de *Juntos Podemos* au Chili ?

Je pense que ce que fait Chavez est très intéressant. Il est le premier président vénézuélien à combattre activement la pauvreté. Il a fait de grands progrès en intégrant le secteur de l'énergie et en développant les domaines de la communication, de la culture, de la santé et de l'éducation. Il promeut également l'intégration régionale et l'idée qu'aucun pays ne peut résoudre seul ses problèmes.

L'élection d'Evo Morales est très prometteuse et pleine d'espoir car la Bolivie a finalement élu un président indigène qui défendra les intérêts de la population dans un pays où 97% de la population est indigène ou métisse. Toutefois, nous verrons si son gouvernement devient social-démocrate et s'il finit ou non par pactiser et faire des compromis comme le PT. Nous espérons qu'il restera sur la même lancée qu'aujourd'hui et qu'il deviendra un important signal pour l'Amérique latine montrant que les pays n'ont pas à suivre le modèle néolibéral et la pression des Etats-Unis mais plutôt à se concentrer sur la résolution des problèmes de leur population et sur la coopération régionale. Ils peuvent aider *Juntos Podemos* en devenant un exemple pour les Chiliens de ce qu'il est possible de réaliser.

NOTES:

[1] [NDLR] La Concertación de Partidos por la Democracia (CPD), coalition démocrate chrétienne et socialiste.

[2] [NDLR] Consultez le dossier [Corruption et crise politique au Brésil](#), sur RISAL.

[3] [NDLR] Alors que la fin de l'ère Cardoso (1995-2003) fut marquée par une grave crise économique, alimentée notamment par la crainte des marchés financiers de l'arrivée au pouvoir de Lula, le Fonds monétaire international (FMI) annonça en août 2002 un important plan de sauvetage et de stabilisation de l'économie brésilienne. Une partie de ce prêt fut conditionnée : le nouveau président élu, Lula, devait l'avaliser et accepter de se soumettre aux dictats du FMI.

En cas de reproduction de cet article, veuillez indiquer les informations ci-dessous:

RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine URL: <http://risal.collectifs.net/>

Source : Red Pepper (www.redpepper.org.uk/), janvier 2006.

Traduction : Sophie Recordon, pour RISAL (www.risal.collectifs.net/).

Site hébergé par [DOMAINE PUBLIC](#), réalisé avec [SPIP](#), sous [LICENCE DE LOGICIEL LIBRE \(GPL\)](#), optimisé pour [FIREFOX](#). Webmaître: [Frédéric LEVEQUE](#).



Article Politis 7 décembre 2005

Tomás Hirsch : une nouvelle voix de gauche au Chili

Claire Martin

Les élections présidentielle et parlementaires se tiennent le 11 décembre. Le candidat d'une coalition minoritaire à gauche de la gauche s'impose dans les débats avec une remise en cause du néolibéralisme. Il s'appelle Tomás Hirsch. Portrait.

C'est la mouche du coche, le caillou dans la chaussure. Tomás Hirsch, le regard pétillant derrière ses petites lunettes, les cheveux grisonnants coupés court, un tantinet en bataille, a le parler franc et l'assurance de celui qui n'a rien à perdre. Car le candidat à l'élection présidentielle du 11 décembre pour la coalition Juntos Podemos Mas (Ensemble, nous pouvons plus) n'a aucune chance de l'emporter.

Cet humaniste, qui porte les couleurs de la première coalition de gauche extraparlamentaire depuis la fin de la dictature (1), espère au mieux 10 % des voix. Et, pour les élections parlementaires et d'une partie du Sénat qui ont lieu le même jour, le grand espoir serait d'avoir un député élu, ce qui est arrivé une seule fois depuis la fin de la dictature en 1990. Car le scrutin binominal, unique au monde et mis en place par Pinochet en 1980, empêche toute représentation des partis minoritaires (2). Il privilégie les deux coalitions majoritaires, en les plaçant pratiquement à égalité au Congrès : la droite (Alianza por Chile) et la coalition de centre-gauche, la Concertación .

Si Tomás Hirsch n'est donc pas une menace pour les autres candidats, ce chef d'entreprise de 49 ans, à la tête des magasins Kodak, dérange pourtant. Ce fils de juifs allemands qui ont fui la Seconde Guerre mondiale dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, avec intelligence et nuances, en évitant les caricatures : le système néolibéral mis en place sous la dictature ne bénéficie qu'à 5 à 15 % de la population chilienne. Une croissance de 5 à 7 % par an est donc inutile, en dépit des félicitations du FMI, si elle ne profite pas à tous les Chiliens. Pour que le Chili sorte du rang des dix pays les plus inégalitaires au monde, il faut redonner à l'État un rôle majeur. Et quand on rétorque à Tomás Hirsch : « *Mais vous faites partie de ces 15 %* », il répond : « *Donc ça vaut la peine de m'écouter. Je ne suis pas là pour changer ma situation personnelle. Je n'ai rien contre celui qui a de l'argent, mais je suis indigné de voir tant d'injustice.* (3) »

Un discours qui choque dans l'atmosphère générale d'autosatisfaction pour une économie qui court après celles des pays du Nord. « Car, si les autres candidats centrent également leur campagne sur une meilleure redistribution des richesses, aucun ne compte remettre en question le système néolibéral qui creuse les inégalités », explique Mario Aguilar, vice-président du parti humaniste.

Si le discours de Tomás Hirsch n'est pas nouveau, il n'a jamais été si bien diffusé dans la société chilienne. « *Je crois que le grand atout de Tomás*, explique Marcel Claude, directeur de l'ONG environnementale Oceana, *c'est qu'il s'est positionné comme un candidat viable, avec un discours cohérent. Il a réussi à dépasser l'image habituelle de cette gauche dure de l'opposition, pour donner l'image d'une alternative possible.* » Une image qui a acquis de la visibilité. « *C'est la première fois au Chili depuis la fin de la dictature qu'un candidat de la gauche extraparlamentaire est invité aux débats télévisés, aux grands meetings, aux shows télévisés, comme les autres* », souligne Andrea Insunza, journaliste et professeur à l'Université Diego Portales.

Lire la suite dans Politis n° 879

(1) Juntos Podemos Mas représente les communistes, humanistes, chrétiens progressistes, le Mir notamment, et une cinquantaine d'associations.

(2) Il faut au moins 33,3 % des voix pour avoir un candidat élu sur les deux au Sénat ou au Parlement.

(3) El Mercurio, 23 octobre.

